

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Sécurité des personnes

Fiche VRE.25

Equipements de levage

Articles R. 4323-29 à 57 du Code du travail

Articles R. 4324-25 à 29 du Code du travail

Directive européenne « machines » relative à la conception des équipements de travail
N°2006/42/CE

Arrêté du 2 décembre 1998 relatif à la formation à la conduite des équipements de travail
mobiles auto-moteurs et équipements de levage de charges ou de personnes

Arrêté du 2 décembre 1998 Fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les équipements
de levage de charge pour pouvoir être utilisés pour le levage de personnes

Arrêté du 1 mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage

Arrêté du 2 mars 2004 relatif au carnet de maintenance des appareils de levage

Arrêté du 18 novembre 2004 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations
d'ascenseurs.

Décret n° 98-1084 du 2 décembre 1998 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de
mise en œuvre et aux prescriptions techniques auxquelles est subordonnée l'utilisation des
équipements de travail et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil
d'Etat)

Décret n° 2002-1404 du 3 décembre 2002 relatif à l'utilisation des équipements de travail
servant au levage des charges et des équipements de travail mobiles et modifiant le code du
travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)

1. Définition, principes et généralités

Appareil de levage/Equipement de levage : machines et leurs équipements, conduits par un ou des opérateur(s) qui agissent sur les mouvements au moyen d'organes de service dont ils conservent le contrôle, dont au moins une des fonctions est de déplacer une charge.

Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir la stabilité de l'équipement de travail durant son emploi dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Toutes mesures seront prises et toutes consignes seront données pour que, à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes.

1.1 Règles, précautions et affichage

Le levage des personnes n'est permis qu'avec les équipements de travail et les accessoires prévus à cette fin. Il est interdit de soulever, hors essais ou épreuves, une charge supérieure à celle marquée sur l'appareil et sur la plaque de charge.

Des mesures doivent être prises pour empêcher la chute ou l'accrochage des matériaux, agrès ou toutes autres pièces soulevées. Lorsque des équipements de travail servant au levage de charges sont à l'arrêt, aucune charge ne doit être suspendue au crochet.

Il est interdit de transporter des charges au-dessus des personnes. Lorsque la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation, des mesures spéciales doivent être prises pour prévenir tout danger résultant de la chute éventuelle de la charge transportée.

Lorsque la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation, des mesures spéciales sont prises pour prévenir tout danger résultant de la chute éventuelle de la charge transportée.

Si deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures doivent être prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des éléments des équipements de travail eux-mêmes. Le poste de manœuvre d'un appareil de levage doit être disposé de telle façon que le conducteur puisse suivre des yeux les manœuvres effectuées par les éléments mobiles de l'appareil.

Pendant l'emploi d'un équipement de travail mobile servant au levage de charges non guidées, des mesures sont prises pour éviter son basculement, son renversement, son déplacement et son glissement inopinés.

Lorsque les appareils de levage circulent sur des voies ou chemins de roulement, les extrémités de ces voies ou chemins de roulement sont munies de dispositifs atténuant les chocs en fin de course

Lorsque le travailleur accroche ou décroche une charge à la main, les travaux doivent être organisés de manière telle que ces opérations puissent être effectuées en toute sécurité. Lorsqu'une charge doit être levée simultanément par deux ou plusieurs équipements de travail servant au levage de charges, une procédure doit être établie et appliquée pour assurer la bonne coordination des opérateurs et des opérations. Il est interdit de balancer les charges pour les déposer. Il est également interdit de soulever ou de tirer les charges en oblique sauf à l'aide d'appareils conçus à cette fin.

Les appareils servant au levage de charges portent une indication visible de la ou des charges maximales d'utilisation et, le cas échéant, une plaque de charge donnant la charge nominale pour chaque configuration de l'appareil.

L'emploi à l'air libre de ces équipements de levage doit cesser dès que les conditions météorologiques peuvent compromettre la sécurité de leur fonctionnement et exposer toute personne à un risque.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 02/09/2019

1.2 Accessoires de levage

Les accessoires de levage sont les équipements non incorporés à une machine, à un tracteur ou à un autre matériel et placés entre la machine, le tracteur ou tout autre matériel et la charge, tels qu'élingues, palonniers, manilles, serres câbles ...

Les accessoires d'élingage ou composant d'accessoires de levage, servent à la confection ou à l'utilisation d'une élingue tels que des crochets à œil, manille, anneaux à tige ...

Les composants d'accessoires de levage, les câbles, chaînes et sangles de levage d'occasion, quelle que soit leur date de mise en service à l'état neuf, sont soumis aux règles techniques de conception et de construction prévues à l'annexe I de l'article R. 4312-1.

Les accessoires de levage sont marqués de façon à permettre d'en identifier les caractéristiques essentielles à une utilisation sûre.

Les accessoires de levage sont choisis et utilisés en fonction des charges à manutentionner, des points de préhension, du dispositif d'accrochage et des conditions atmosphériques et compte tenu du mode et de la configuration d'élingage. Tout assemblage d'accessoires de levage permanent est clairement marqué pour permettre à l'utilisateur d'en connaître les caractéristiques.

Les accessoires de levage doivent être entreposés de manière qu'ils ne puissent être endommagés ou détériorés. Dès lors qu'ils présentent des défauts susceptibles d'entraîner une rupture, ils doivent être retirés du service.

On peut rappeler en sus que les équipements de travail mus par une source d'énergie autre que la force humaine doivent être disposés, protégés, commandés ou équipés pour que les opérateurs ne puissent atteindre la zone dangereuse. Un équipement de travail doit porter les avertissements, signalisations et dispositifs d'alerte indispensables pour assurer la sécurité des travailleurs. Chaque machine doit être munie d'un ou de plusieurs dispositifs d'arrêt d'urgence clairement identifiables, accessibles et en nombre suffisant (sauf les machines portatives et les machines guidées à la main).

1.3 Assemblage d'accessoires de levage

La réglementation n'interdit pas l'assemblage d'accessoires de levage. Les dispositions à mettre en œuvre pour les accessoires de levage assemblés sont les suivantes :

- Réaliser l'examen d'adéquation ;
- Définir la charge maximale d'utilisation (CMU) en tenant compte de toutes les configurations d'utilisation possibles et notamment de la résistance des organes d'assemblage et de l'influence de l'angle d'élingage ;
- Marquer lisiblement cette CMU ;
- Faire vérifier l'accessoire de levage par une personne compétente (épreuve statique), confirmer l'aptitude à l'emploi et effectuer le marquage CE en plus des autres marquages CE existants ;
- Etablir une fiche de tâche de l'opération de levage prévue avec l'accessoire assemblé en détaillant le mode opératoire en phases élémentaires, risques et mesures de prévention méthode ;
- Donner au personnel concerné par la manœuvre (grutier, opérateurs...) la formation théorique et pratique à la réalisation de cette tâche, notamment au moyen de la fiche de tâche citée ci-dessus ;
- Formaliser par écrit le fait d'avoir donné cette formation au personnel concerné et son engagement à respecter les consignes de sécurité reçues à cette occasion.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 02/09/2019

3/6

2. Vérifications périodiques et carnet de maintenance

2.1 Fréquence des vérifications

Lorsque la vérification comporte des épreuves ou essais, le chef d'établissement doit mettre à la disposition des personnes qualifiées chargées des épreuves et essais, les charges suffisantes, les moyens utiles à la manutention de ces charges. Le lieu permettant d'effectuer les épreuves et essais doit être sécurisé.

Un rapport provisoire est remis à l'issue de la vérification au chef d'établissement et porté dans le registre de sécurité.

Sont visés par ces dispositions les appareils suivants :

- grues auxiliaires de chargement sur véhicules ;
- grues à tour à montage rapide ou automatisé, sur stabilisateurs ;
- bras ou portiques de levage pour bennes amovibles ;
- hayons élévateurs ;
- monte-meubles ;
- monte-matériaux de chantier ;
- engins de terrassement équipés pour le levage ;
- grues mobiles automotrices ou sur véhicule porteur, ne nécessitant pas de montage ou de démontage de parties importantes ;
- chariots élévateurs ;
- tracteurs poseurs de canalisations ;
- plates-formes élévatrices mobiles de personnes.

La vérification générale périodique des appareils de levage doit avoir lieu tous les 12 mois. Toutefois, cette périodicité est de :

- a) 6 mois pour les appareils de levage ci-après :
 - appareils de levage (grues auxiliaires de chargement sur véhicules ;
 - grues à tour à montage rapide ou automatisé, sur stabilisateurs ;
 - bras ou portiques de levage pour bennes amovibles ;
 - hayons élévateurs ;
 - monte-meubles ;
 - monte-matériaux de chantier ;
 - engins de terrassement équipés pour le levage ;
 - grues mobiles automotrices ou sur véhicule porteur, ne nécessitant pas de montage ou de démontage de parties importantes ;
 - chariots élévateurs ;
 - tracteurs poseurs de canalisations ;
 - plates-formes élévatrices mobiles de personnes) et appareils de levage, mus par une énergie autre que la force humaine employée directement, utilisés pour le transport des personnes ou pour déplacer en élévation un poste de travail ;
- b) 3 mois pour les appareils de levage, mus par la force humaine employée directement, utilisés pour déplacer en élévation un poste de travail.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Ne sont pas concernés par cette réglementation : les appareils de levage intégrés dans des machines ou des lignes de fabrication automatisées ; les ascenseurs et monte-charge installés à demeure ; les appareils à usage médical...

Le chef d'établissement doit établir et tenir à jour un carnet de maintenance pour chacun des appareils. Dans ce carnet sont consignés les opérations de maintenance effectuées en application des recommandations du fabricant de l'appareil et toute autre opération d'inspection, entretien, réparation, remplacement ou de modification effectuée sur l'appareil. Pour chaque opération sont indiqués la date des travaux, les noms des personnes et des entreprises les ayant effectués, la nature de l'opération et sa périodicité.

L'employeur doit agir en conséquence de toutes les observations signalées dans les rapports que ceux-ci soient provisoire ou non. Selon la nature de l'observation, l'équipement peut être maintenu en service ou mis à l'arrêt. Le rapport peut contenir les mesures techniques et organisationnelles que l'entreprise envisage de prendre pour remédier aux anomalies constatées.

2.2 Cas particulier des ponts roulants

2.2.1 Conformité

Les ponts roulants entrent dans le cadre de la directive européenne « machines » relative à la conception des équipements de travail dont la dernière version applicable est la 2006/42/CE applicable au 29 décembre 2009. Cette conformité doit être matérialisée par le marquage CE sur l'appareil et par l'établissement d'une déclaration CE de conformité établie par le constructeur et remise au preneur. Ils doivent également respecter la norme NF EN 15011 :2010 « appareils de levage à charge suspendue. Ponts roulants et portiques ». Depuis le 5 décembre 2002, les ponts roulants acquis avant le 1^{er} janvier 1995 et maintenus en service doivent être conformes ou avoir fait l'objet d'une mise en conformité.

Les ponts roulants doivent faire l'objet :

- De l'examen d'adéquation ;
- Des vérifications de mise ou remise en service ;
- Des vérifications générales périodiques.

L'ensemble des opérations concourant à la maintenance indispensable à la bonne gestion des appareils de levage jusqu'à leur mise au rebut est consigné dans le carnet de maintenance.

Pour en savoir plus :

- *Guides INRS : Ponts roulants ED6105, Mémento de l'élingueur ED 919*
- *R484 : Nouvelle recommandation « ponts roulants et portiques »*

2.3 Formations, autorisations de conduite et aptitude médicale

Il est interdit d'employer des jeunes de moins de 18 ans à la conduite des appareils de levage (D4153-36 du code du travail) cependant en accords avec l'inspecteur du travail une dérogation peut être accordée voir fiche VRE.17 travailleurs particuliers et fiche VRE.16 Formations réglementaires.

2.3.1 Autorisation de conduite

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 02/09/2019

L'article R4323-55 impose que la conduite des équipements de travail mobile automoteurs et des équipements de travail servant au levage soit réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate.

Cette formation doit être complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire. La recommandation R423 précise que le recyclage devra être réalisé au minimum tous les 5 ans.

De plus le chef d'établissement délivrera une autorisation de conduite sur la base d'une évaluation comprenant :

- Contrôle des connaissances et du savoir-faire de l'opérateur ;
- Délivrance d'une aptitude médicale par le médecin du travail ;
- Connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

2.3.2 Dispositif CACES

La CNAMTS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés) a établi, pour ces appareils, des recommandations d'utilisation qui définissent les conditions d'obtention du Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité (CACES).

Bien que le CACES ne soit pas une obligation réglementaire, il constitue un "bon moyen" pour le chef d'entreprise de s'assurer que son salarié possède les connaissances et le savoir-faire exigés pour la délivrance de l'autorisation de conduite. En 2019, Le dispositif CACES évolue.

L'Assurance Maladie a publié en 2018 huit nouvelles recommandations pour ce système d'évaluation, remplaçant et complétant les six recommandations datant des années 2000. De nouvelles règles sont également imposées aux Organismes Testeurs Certifiés (OTC) et aux Organismes Certificateurs (OC). Les OTC doivent se faire certifier selon ces nouvelles règles entre le 1er octobre 2018 et le 31 décembre 2019. Les anciennes recommandations sont abrogées au 1er janvier 2020.

Liste des nouvelles recommandations :

- R482 Engins de chantier ;
- R483 Grues mobiles ;
- R484 Ponts roulants et portiques ;
- R485 Chariots de manutention automoteurs gerbeurs à conducteur accompagnant ;
- R486 Plateformes élévatrices mobiles de personnels ;
- R487 Grues à tour ;
- R489 Chariots de manutention automoteurs à conducteur porté ;
- R490 Grues de déchargement.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 02/09/2019